



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon

Mâcon le , 17 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Est

Route de Menoux
70160 Faverney

Références : FV/NM/2024/M_154
Code AIOT : 0005401118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté Route du Bois Morey 71210 Torcy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été contactée par l'exploitant par courriel du dimanche 12 mai 2024 à 21h01 suite à un refoulement de la canalisation d'évacuation des lixiviats. Un bouchon se serait formé. L'exploitant indique dans son courriel avoir pris les mesures nécessaires (détournement du flux vers un bassin tampon dans l'attente du curage). Par téléphone, le mercredi 14 mai vers 14h, un riverain de l'installation dont le terrain est traversé par la canalisation a informé l'inspection de rejet de lixiviats sur sa parcelle du fait de la présence d'un regard sur sa parcelle a priori en amont du bouchon. Il évoque une mortalité de vers de terre. Il indique également des écoulements dans la canalisation malgré le détournement signalé par l'exploitant. L'objet de l'inspection est de faire un point sur l'événement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Est
- Route du Bois Morey 71210 Torcy
- Code AIOT : 0005401118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les lixiviats proviennent d'une installation de stockage de déchets non dangereux en période de post-exploitation depuis le 31 décembre 2019.

Des travaux de réfection de la canalisation ont été réalisés en 2018 suite notamment à un débordement déjà sur la parcelle du même riverain.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...



Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Prescriptions complémentaires	2 jours
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 36	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Entretien de la canalisation	AP Complémentaire du 14/10/2019, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de stockage de déchets non dangereux est à l'origine d'un épandage de lixiviats sur la parcelle d'un riverain du fait d'un bouchon formé dans la canalisation d'évacuation de ses lixiviats vers la station d'épuration de Torcy.

L'inspection propose de prendre un arrêté de mesure d'urgence afin d'encadrer la gestion de cet accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Communication
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé par courriel l'inspection du débordement le jour même. Cependant l'astreinte de la préfecture n'a pas été prévenue. Demande 1 : l'inspection demande à l'exploitant de signaler, dans le futur, dès que possible à la préfecture tout incident ou accident par téléphone : 03 85 21 81 00. Un courriel doit également être transmis à l'adresse suivante ainsi qu'à l'adresse courriel de l'inspecteur référent pour déclarer l'incident/l'accident : uid3971m.dreal-bfc@developpement-durable.gouv.fr. Par courriel du 13 mai 2024 complété le 15 mai 2024, il a été demandé un rapport d'accident à l'exploitant. L'inspection a constaté au niveau du regard R3 que les lixiviats ne sont plus évacués par la canalisation. L'exploitant a indiqué avoir fermé la vanne de la canalisation. L'inspection s'est rendue au niveau du bassin tampon des lixiviats et a constaté que son niveau a atteint le tuyau d'arrivée des lixiviats. L'exploitant indique que les lixiviats sont collectés soit gravitairement, soit à l'aide de pompes. Il indique avoir éteint les pompes d'extraction. Il indique avoir évacué une partie seulement des lixiviats produits (1 camion de 26 m ³). L'inspection constate que les lixiviats de la décharge ne sont pas évacués en quantité suffisante. Demande 2 : L'inspection demande à l'exploitant sous 48h d'évacuer (par un autre biais que la canalisation) les lixiviats, à une fréquence régulière et suffisante et de remettre en route les pompes d'évacuation des lixiviats afin de limiter la mise en charge de l'installation de stockage et garder une marge au niveau du bassin tampon

L'inspection a constaté que la canalisation a été bouchée par une matière marron spongieuse et élastique. Le volume du bouchon est contenu dans environ 2 brouettes. D'après l'exploitant et le riverain, il s'est créé entre les regards R4 et R5bis ; la canalisation à cet endroit présente des points bas permettant la stagnation des lixiviats. L'exploitant indique que l'analyse de l'événement est en cours (arbre des causes). Il indique que des analyses de la matière qui a bouché la canalisation sont prévues. Aussi l'inspection a constaté un écoulement au niveau des regards R4 et R5bis démontrant un manque d'étanchéité de la canalisation. L'exploitant indique qu'il a prévu de faire réaliser un curage de la canalisation et une inspection vidéo semaine prochaine. Une réparation de la canalisation est prévue.

Demande 3 : L'inspection demande à l'exploitant de déterminer la composition du bouchon et les raisons de sa formation sous 1 mois. En fonction des résultats de l'étude, l'exploitant proposera sous 1 mois des mesures pour éviter que cela se reproduise avec un calendrier de mise en place de ces mesures. Dans le cas où l'exploitant souhaiterait réutiliser la canalisation, il devra assurer l'étanchéité de celle-ci. Un test d'étanchéité devra être réalisé après travaux. La réutilisation de la canalisation est conditionnée à l'accord de l'inspection.

L'inspection a constaté que le sol autour du regard R4 (parcelle AL33 à Torcy) est imbibé de lixiviats (sol spongieux). Elle a constaté également la présence d'un ver de terre mort dans une flaque à proximité du regard.

Il indique que des analyses des sols impactés par le débordement et de la matière qui a bouché la canalisation sont prévues.

L'exploitant indique avoir fait intervenir un huissier pour constater les dommages. La surface de sol impacté est évaluée à 1500m² et concerne les parcelles AL33 et AL82 de Torcy.

L'inspection a constaté la présence d'un vivier à proximité de la zone impactée. L'eau du vivier rejoint le ruisseau Le Montmarin.

Demande 4 : L'inspection demande à l'exploitant sous 48 h le prélèvement et la conservation dans le but d'analyses des vers de terres morts au droit des terrains impactés ;

Demande 5 : L'inspection demande à l'exploitant sous 2 mois :

- l'analyse des sols impactés par le débordement (a minima les substances prescrites pour la surveillance des lixiviats et celles potentiellement polluantes composant le bouchon, voir demande 3) ;
- l'analyse des eaux souterraines autour de la zone impactée (réalisation d'un piézomètre aval et 2 amonts minimum, mêmes substances que pour les sols);
- l'analyse de l'eau du vivier et l'eau du ruisseau Montmarin (1 prélèvement amont et 1 aval, mêmes substances que pour les sols);
- l'autopsie des vers de terre prélevés et l'évaluation quantitative de la mortalité des vers de terre au niveau des sols impactés.

En fonction du résultat des analyses, l'exploitant devra proposer des mesures de gestion des impacts constatés.

Contacté par téléphone, l'OFB a indiqué ne pas avoir constaté de mortalité ni dans le vivier ni dans le ruisseau, ni le dimanche 12 mai ni le jeudi 16 mai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires (APMU)

Proposition de délais : 2 jours

N° 2 : Entretien de la canalisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2019, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, pollution des sols
Prescription contrôlée : La canalisation d'évacuation des lixiviats fait l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'un curage tous les trois ans, à partir de chaque regard de contrôle, sur l'intégralité du linéaire de la canalisation,- d'une vidéo-inspection tous les 5 ans sur tout son linéaire. Toute anomalie constatée pouvant nuire au bon acheminement des lixiviats au poste de relevage fait l'objet de mesures correctives pour rétablir le bon fonctionnement de l'ouvrage. Des conventions entre la société SUEZ RV CE et les propriétaires des terrains sur lesquels passe la canalisation doivent être établies pour fixer les précautions à prendre pour maintenir l'intégrité de la canalisation et fixer les conditions d'accessibilité de SUEZ RV CE aux terrains d'assiette de la canalisation pour les travaux de surveillance et les interventions nécessaires au fonctionnement de l'ouvrage. Ces conventions sont tenues à disposition de l'inspection. »
Constats : L'exploitant a indiqué avoir curé la canalisation en juin 2023 et avoir réalisé une inspection vidéo en mars 2022. Le rapport d'inspection vidéo du 28 mars 2022 a été présenté ainsi que l'ordre d'intervention du curage du 5 juin 2023. L'exploitant a présenté également à l'inspection la convention du 10 février 2018 entre le riverain et l'exploitant présentant les précautions à prendre pour maintenir l'intégrité de la canalisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 36
Thème(s) : Situation administrative, déclaration contrôlée
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II, et de la qualité des eaux souterraines. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats d'analyses du 9 mars 2024 des lixiviats prélevés le 14 février 2024. L'exploitant indique que la fiche de prélèvement associé indique un débit de 142m³/j.

L'exploitant indique transmettre ces résultats via l'application GIDAF. L'inspection constate sur l'application que les causes et les actions correctives mises en place ou envisagées ne sont pas renseignées pour une non-conformité en Fe+Al (6,136 mg/L pour un seuil à 5 mg/L).

Demande 6 : l'inspection demande à l'exploitant d'analyser les causes du dépassement en Fe+Al et de proposer des actions correctives sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

ANNEXE PHOTOS (transmises par le riverain)



Regard R4



Regard R4

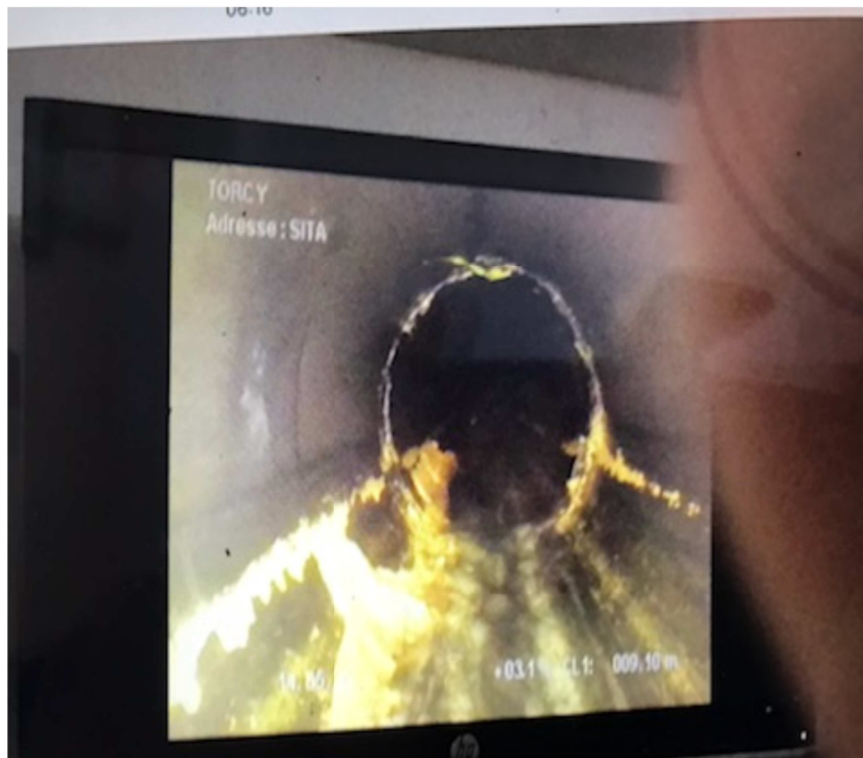


*Vers de terre morts dans une
flaque de lixiviats*



*Vers de terre morts dans une
flaque de lixiviats*

Etat du tronçon R4-R5bis après curage



Matière extraite de la canalisation